

Rio+20: un nouveau départ après deux décennies de perdues?

Vingt ans après le sommet de la Terre de Rio en 1992, les problèmes que l'on voulait attaquer à cette époque se sont accumulés: dérèglement climatique, crise de l'eau, déstabilisation de l'économie mondiale, misère persistante alors que certains amassent des fortunes obscènes. Cette année-là, on tombait d'accord pour aider les pays pauvres, pour préserver les ressources vitales, pour stopper le réchauffement climatique et pour s'engager dans un développement économique et social qui permette à tous de vivre dans la dignité. Si ces intentions s'étaient réalisées, nous pratiquerions déjà une forme d'économie verte, telle celle que la conférence de Rio+20 veut actuellement mettre en route.



Peter Niggli
Directeur d'Alliance Sud, la communauté de travail pour la politique de développement commune à Swissaid, Action de carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et EPER, Berne

Le développement durable devait, à cette époque, élargir le mode de production industrielle dans le monde, afin de réduire la fracture Nord-Sud et la pauvreté. Il devait aussi inverser le processus de destruction de l'environnement qui accompagnait ce même mode de production industrielle. Il devait, enfin, renforcer la cohésion sociale, qui est en permanence minée par la «destruction créatrice», les déficits des systèmes sociaux et le recul de l'écologie. Le changement passe par une transformation des processus industriels de production faisant appel aux techniques de l'environnement. Les États industrialisés devaient faire le premier pas et aider les pays du Sud à rendre leur développement économique durable, en procédant à des transferts technologiques massifs. Cela concordait avec les principes de Rio selon lesquels tous les pays souscrivaient au «principe de responsabilité commune, mais différenciée», pour préserver les ressources vitales.

Il est aujourd'hui clair que la transformation écologique et les transferts de technologies n'ont guère eu lieu. Les pays en développement ont profité des débats préliminaires pour mettre en avant le manque de suivi qui a caractérisé les promesses faites à Rio par les nations industrialisées. Celles-ci ne veulent, toutefois, en aucun cas endosser vingt années de négligence et pointent du doigt la forte croissance économique des pays émergents qui, en raison de leurs fortes populations, ont détérioré tous les paramètres écologiques. Les nations industrialisées ont refoulé les aspirations des pays en développement, qui demandaient des aides financières et techniques pour accéder à l'économie verte. Elles s'en sont remises au bon vouloir du secteur privé, qui devaient s'ouvrir ainsi de nouveaux secteurs d'activités.

On a souvent critiqué, durant la phase préliminaire à Rio+20, le fait que le développement durable ait été réduit à sa dimension écologique depuis 1992, excluant de fait les aspects économiques et sociaux. C'est pourquoi il a été proposé que l'ONU soit doté d'un Conseil mondial de la durabilité, dont le rôle sera de coordonner ces trois dimensions. Les objectifs de développement durable (ODD) proposés par la Colombie vont également dans ce sens: ils doivent être élaborés après la conférence et intégrés aux

nouveaux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) après 2015.

Un processus de rapprochement difficile

Un accord sur les objectifs en matière de durabilité devrait constituer le résultat le plus concret de Rio+20. Il existe, toutefois, des divergences à surmonter. Les pays en développement veulent retenir que les OMD risquent de ne pas être atteints en 2015 et que les nations industrialisées doivent, enfin, relever leur budget consacré au développement à 0,7% de leur revenu national brut. Ils réclament, en outre, que le premier principe des objectifs du développement durable soit la lutte contre la pauvreté et que l'idée de «responsabilité commune, mais différenciée» soit confirmée.

Les organisations spécialisées dans le développement critiquent depuis longtemps le fait que les OMD mettent les droits de l'homme entre parenthèses. Il faudra corriger cela lors de la rédaction des ODD et de leur éventuelle intégration aux nouveaux objectifs du Millénaire. Une demande a été émise lors des débats préliminaires à la conférence de Rio pour que l'on fasse explicitement référence aux droits de l'homme (à l'alimentation, l'eau, etc.). Cela concernait les passages sur l'économie verte, mais toucherait aussi l'élaboration des ODD. Les États-Unis s'y opposaient avec d'autres pays occidentaux, tandis que la Suisse est favorable à la référence aux droits de l'homme.

Nous avons l'impression qu'en Suisse le processus de Rio+20 n'est toujours pas sorti de son aspect environnemental. Malgré la profession de foi générale sur les trois dimensions du développement durable, seuls sont cités des objectifs écologiques. Le pays s'opposait vigoureusement à ce que la lutte contre la pauvreté figure comme premier principe des ODD. Enfin, le Conseil fédéral ne veut pas soutenir financièrement les pays pauvres avec des fonds d'État. Même si cela devenait nécessaire, il est à craindre qu'il chercherait à «compenser» la dépense au sein des départements, vraisemblablement aux frais du budget consacré au développement et à la lutte contre la pauvreté. Ce n'est pas une manière de procéder. Le Conseil fédéral a encore le temps de corriger son mandat. ■